

Le retour de la défiance généralisée

Le dialogue social a toujours été extrêmement compliqué en France, le principal moyen de communication utilisé au cours de l'histoire restant le rapport de force entre dirigeants et dirigés. Ainsi de révolution en révolution, de grève en grève, d'intransigeance patronale en intransigeance patronale, le système Français s'est bâti en fonction du poids respectif de chacun des protagonistes. Pourtant, avec le déclin de parti communiste initialisé à partir des années 60, puis la chute du mur de Berlin, une nouvelle ère s'était ouverte où un embryon de démocratie sociale commençait à émerger. Fort de cette nouvelle confiance acquise, les Français se trouvaient d'autant plus aptes à accepter une rénovation de la France. L'issue de l'élection présidentielle de 2007 illustre ainsi la confiance accordée, par une majorité de Français, au nouveau président pour réaliser cette rénovation.

Quatre ans plus tard, le paysage a bien changé, les Français se sentant profondément trompés. Alors qu'ils s'attendaient à trouver des réformes justes et rationnelles, ils se sont rendu compte qu'à chaque nouvelle réforme, soit des acquis sociaux disparaissaient, soit des cadeaux étaient accordés aux plus privilégiés, soit l'espace démocratique était écorché. Ainsi, le bouclier fiscal, le remboursement des banques, le déremboursement des médicaments, la limitation de l'assurance chômage, le démantèlement du droit du travail et des services publics, l'allongement de la durée de cotisation, la reprise en main des médias et de la justice, pour ne citer qu'eux, illustrent que, lentement mais sûrement, la politique menée conduit à un étouffement du système social et du corps social. Tout cela distillé avec une arrogance et un mépris du peuple dont seul l'UMP a le secret.

Les Français, qui n'étaient pas au début du quinquennat dans une optique de défiance, ont mis du temps à réaliser ce qui se passait, d'autant plus que la pilule sécuritaire permettait de tolérer plus facilement la pilule sociale. Puis, la confiance, lentement accumulée pendant les décennies précédentes, a fini par s'évaporer, processus qui s'est accéléré suite aux nombreuses affaires.

Les Français se sentent maintenant profondément trahis. Ils ont compris qu'il n'y a pas de justice sociale mais uniquement des rapports de force. Ainsi, le nombre de syndiqués augmente dans le privé (même s'il reste encore assez faible), les relations dans les entreprises sont exécrables et de nombreux conflits sociaux éclatent localement, et récemment, globalement. La patronne du MEDEF, à travers des discours extrêmement conservateur qui sonne XIX^{ème} siècle, a aussi largement participé au processus. Et les progressistes des deux bords, qui tentaient de travailler ensemble dans une philosophie *gagnant gagnant*, se sont retrouvés complètement marginalisés, repoussés *de facto* en dehors de la scène pour de nombreuses années.

De part sa politique injuste et clientéliste, le gouvernement a rallumé la flamme de la lutte des classes, en instaurant une défiance généralisée entre dirigeants et dirigés dans un pays qui n'a aucune culture du dialogue social. Ce comportement irresponsable devrait nous conduire vers un avenir assez trouble.